

Partie 1

**La monnaie:
postulat ou résultat
de la théorie de la valeur
et des choix individuels?**



Il est habituel de différencier et d'opposer les différentes théories économiques en fonction des théories de la valeur qu'elles développent. Dans les théories de la valeur, l'analyse de la société fait table rase de tout lien social *a priori* et part d'une liste « naturelle » de biens. Partir de la nature (une liste de biens aux propriétés physico-chimiques particulières) confère aux théories de la valeur un fondement objectif. Cependant, le seul inventaire des quantités de biens dont disposent les individus ne permet pas d'évaluer leur richesse. L'objet de la théorie de la valeur est précisément de déterminer une liste de prix ou de valeurs associée à la liste des biens. On oppose alors les théories de la valeur travail de Ricardo et Marx à la théorie de la valeur utilité-rareté des néoclassiques. Cette opposition entre les théories de la valeur seraient constitutives des débats qui opposent les économistes.

Jean Cartelier et Carlo Benetti, deux économistes français, proposent une autre grille de lecture de la pensée économique. Plutôt que d'opposer les économistes en fonction de la théorie de la valeur qu'ils développent, ils proposent plutôt d'opposer les tenants de la théorie de la valeur aux tenants de ce qu'ils appellent l'« hétérodoxie monétaire ».

Les théoriciens de la valeur, et en particulier les néoclassiques, expurgent toute forme de lien social *a priori* dans leur analyse pour représenter la société comme la conséquence de choix individuels libres et égoïstes. Il conviendra alors de ne pas introduire d'intervention extérieure dans cette société puisqu'elle résulte du choix des agents. Cela implique d'éliminer la monnaie du raisonnement. La monnaie relève en effet du pouvoir politique et de la loi; elle constitue une donnée institutionnelle, un lien social entre les individus, qui doit être éliminé d'une analyse où la société est le résultat voulu d'individus libres et indépendants les uns des autres. La monnaie est intégrée à l'analyse uniquement pour vérifier qu'elle ne modifie pas les résultats qui ont été obtenus sans elle. Cette démarche forme la problématique de l'intégration de la monnaie à la théorie de la valeur et la problématique de la neutralité. Dans cette approche, la monnaie est le résultat d'une théorie de la valeur et des marchandises élaborée en amont.

Pour les tenants de l'hétérodoxie monétaire, il est impossible de penser le fonctionnement de la société de marché sans postuler l'existence *a priori* de la monnaie. Ils montrent que la théorie ne peut rendre compte d'une économie fonctionnant de façon décentralisée en faisant la seule hypothèse d'une liste naturelle de biens et d'individus. Penser le fonctionnement du marché passe par l'intégration *a priori* de la monnaie dans l'analyse. La monnaie doit être un postulat.

La question qui nous posons est alors la suivante: la monnaie procède-t-elle logiquement de la théorie de la valeur, ou bien doit-elle être postulée?

Pour répondre à cette question, on analysera dans un premier temps la théorie néoclassique de l'équilibre concurrentiel. Pourquoi s'encombrer de la monnaie si l'on peut rendre compte du fonctionnement de la société de marché sans elle? Le problème réside dans le fait qu'en ne faisant aucune place à la monnaie, les résultats

les plus fondamentaux de la théorie de l'équilibre concurrentiel (l'existence d'un équilibre général et les théorèmes de l'économie du bien-être) perdent toute leur consistance. La recherche d'une intégration de la monnaie à la théorie de la valeur ou la théorie des choix individuels est l'histoire d'échecs successifs dont nous rendrons compte brièvement.

Dans un second temps, nous évoquerons le cas de Marx qui se distingue de l'approche néoclassique dans la mesure où il rejette l'idée de neutralité de la monnaie. Cependant, il cherche lui aussi à faire de la monnaie un prolongement de la théorie de la valeur. D'après Benetti et Cartelier, Marx échoue lui-aussi à faire coexister valeur et monnaie.

Dans un troisième temps, nous présenterons la théorie des systèmes de paiement de Jean Cartelier qui part d'un postulat institutionnel de la monnaie. Nous montrerons en quoi cette approche se distingue (tant par ses présupposés que par ses résultats) de l'approche en termes de valeur.

Fiche 2

La théorie de la valeur du père fondateur Walras

- I. La démarche scientifique de Walras
- II. Le fondement et la détermination des prix

Définitions

Concurrence absolue ou parfaite: La concurrence est absolue ou parfaite si les agents économiques sont de petite taille, si l'information est parfaite, si les biens sont homogènes et les individus et les facteurs de production peuvent circuler librement d'un marché à l'autre sans coût.

Théorie de la valeur: Celle-ci a pour objet la détermination des rapports d'échanges entre marchandises et les quantités de marchandises qui reviennent aux individus échangistes une fois que les échanges sont réalisés.

Loi de Walras (ou Loi de Say): Cette loi affirme que la somme des demandes nettes de biens sur tous les marchés est nulle, que les marchés soient en équilibre ou bien en déséquilibre. Autrement dit, l'offre totale de biens, tous marchés confondus, ne peut être supérieure à la demande totale de biens.

I. La démarche scientifique de Walras

Dans son ouvrage *Éléments d'économie politique pure*, Walras se donne pour objectif d'établir les lois qui régissent la détermination des prix d'équilibre. Mais avant de procéder à la construction d'une telle théorie, il explicite sa méthode d'analyse et sa démarche qu'il qualifie de scientifique.

Pour Walras, « l'économie politique pure est une science tout à fait semblable aux sciences physico-mathématiques » (Walras, 1874, p. 29). Il adopte une méthode d'analyse rationnelle qui consiste à s'abstraire du réel pour s'en rapprocher progressivement au cours d'étapes de réflexion ultérieures.

Le processus d'abstraction consiste à simplifier le réel. Ainsi, son analyse commence par l'étude de la détermination des prix dans une économie d'échange pure à deux marchandises. Il étend ensuite son analyse à une économie d'échange avec trois

marchandises. Puis il introduit dans son raisonnement le fait que les biens disponibles dans l'économie sont produits. Cela doit se traduire par la prise en compte du marché des services producteurs.

C'est également par souci de simplification que Walras expulse la monnaie de son champ analytique : « l'intervention de la monnaie dans les échanges est aussi un fait particulier dont l'étude ne doit pas être mêlée, dès le début, à celle du fait général de la valeur d'échange » (Walras, 1874, p. 48), et ce que bien « l'intervention de la monnaie est, en définitive, plus voisine de la réalité des choses » (*ibid.*, p. 155). Parmi les simplifications que commande une méthode d'analyse scientifique figure l'hypothèse de concurrence parfaite. Sur cette question, Walras précise la chose suivante : « Mais précisément, nous dit-on [...], la libre concurrence absolue n'est qu'une hypothèse. Dans la réalité, la libre concurrence est entravée par une infinité de causes perturbatrices. Il n'y a donc aucun intérêt quelconque, sinon de curiosité, à étudier la libre concurrence en elle-même [...]. La vanité de cette objection se révèle pleinement. À supposer qu'aucun progrès ultérieur de la science ne permette d'introduire et de faire figurer les causes perturbatrices dans les équations des échanges et de la production, ces équations, telles que nous les avons établies, n'en conduisent pas moins à la règle générale et supérieure de la liberté de la production » (Walras, 1874, p. 232).

En excluant la monnaie de son analyse, Walras adhère implicitement aux prémisses de la loi de Say en vertu desquels « les produits s'échangent contre les produits » : Walras affirme que le besoin qu'on a de monnaie n'est rien d'autre que le besoin qu'on a de marchandises qu'on achètera avec cette monnaie. La monnaie n'est qu'un voile qui ne fait que masquer la réalité de l'échange entre produits. Dans l'étude de l'échange en nature entre marchandises, Walras met en évidence qu'« on n'offre pas un bien pour offrir ; on offre parce qu'on ne peut pas demander sans offrir ; l'offre n'est qu'une conséquence de la demande » (Walras, 1874, p. 50-51). La valeur de l'offre pour un individu est toujours égale à la valeur de la demande. Autrement dit, les individus respectent toujours leur contrainte budgétaire (en l'absence de monnaie dans l'économie). Supposons deux individus A et B qui offrent et demandent des marchandises a et b . L'individu A offre du bien a pour demander du bien b . L'individu B offre du bien b pour demander du bien a . La contrainte budgétaire de l'individu A s'écrit donc : $O_a.V_a = D_b.V_b$, avec O_a la quantité offerte du bien a , V_a la valeur unitaire du bien a , D_b la demande de bien b et V_b la valeur unitaire du bien b . On peut écrire également la contrainte budgétaire de l'individu B : $O_b.V_b = D_a.V_a$.

Par conséquent, la somme des contraintes budgétaires que l'on peut écrire : $(O_a.V_a - D_b.V_b) + (O_b.V_b - D_a.V_a)$ est toujours nulle même si les marchés ne sont pas équilibrés. Cela implique que si sur le marché du bien a , on a $O_a.V_a > D_a.V_a$ (une offre de bien a supérieure à la demande de bien a), on a forcément sur le marché du bien b : $O_b.V_b < D_b.V_b$ (une offre de bien b inférieure à la demande de bien b). Si l'offre de bien a est excédentaire, c'est que l'individu A demande trop de bien b sur le marché du bien b . De même, si le marché du bien a est équilibré, alors le marché du bien b l'est forcément.

La nullité de la somme des contraintes budgétaires (ou somme des demandes nettes de bien) est appelée loi de Walras (O. Lange, 1942, p. 50). Elle exprime l'idée qu'il ne peut pas y avoir de crise de surproduction générale. Le fait que l'équilibre sur le marché du bien b est forcément vérifié si le marché du bien a est lui-même équilibré est un corollaire de cette loi de Walras.

La méthode d'analyse étant présentée, il convient à présent de présenter la théorie de la valeur et des prix de Walras.

II. Le fondement des prix et la détermination des prix

Quel est pour Walras le fondement des prix ? Le prix est attaché aux biens « parce qu'ils sont rares, c'est-à-dire utiles et limités en quantité » (Walras, 1874, p. XI). La valeur d'échange est « la propriété qu'ont certaines choses de n'être obtenues ni cédées gratuitement, mais d'être achetées et vendues » (*ibid.*, p. 44). Ainsi, les choses ont un prix parce qu'elles ont une valeur d'échange qui renvoie à la rareté. La rareté est la cause de l'existence de l'échange et donc des prix, mais ce n'est pas tout : la valeur d'un bien est proportionnelle à son degré de rareté. André Segura (2001) cite à ce sujet Walras qui dit la chose suivante : « Le blé vaut 24 francs l'hectolitre. Voilà le fait de la valeur d'échange. Cette valeur du blé en argent ne résulte ni de la volonté du vendeur, ni de la volonté de l'acheteur, ni d'un accord entre les deux [...]. Si le blé et l'argent ont de la valeur, c'est parce qu'ils sont rares, c'est-à-dire utiles et limités en quantité, deux circonstances naturelles » (Walras, 1874, p. 27).

Walras commence alors par étudier la détermination des prix dans une économie d'échange pur à deux biens.

Les prix d'équilibre sont définis comme les rapports des valeurs d'échange. Ainsi, le prix du bien a s'écrit : $P_a = V_a/V_b$ et le prix du bien b est : $P_b = V_b/V_a$.

Pour l'individu A qui respecte sa contrainte budgétaire, la valeur de son offre de bien a est égale à la valeur de sa demande de bien b . On a donc : $O_a.V_a = D_b.V_b$ ou bien $O_a = D_b.P_b$.

Pour l'individu B, la valeur de son offre de bien b est égale la valeur de sa demande de bien a : $O_b.V_b = D_a.V_a$ ou bien $O_b = D_a.P_a$.

L'équilibre des marchés est défini par l'égalité de l'offre et de la demande, soit : $O_a = D_a = y$ et $O_b = D_b = u$. En remplaçant dans les contraintes budgétaires de chaque individu les quantités offertes et demandées d'équilibre, on obtient :

$$y = u.P_b \text{ et } u = y.P_a$$

La valeur des prix d'équilibre s'écrit :

$$P_a = u/y = V_a/V_b \text{ et } P_b = y/u = V_b/V_a.$$

L'équilibre est réalisé lorsque le rapport des valeurs d'échange est égal au rapport inverse des quantités échangées.

L'analyse se complexifie dans une économie d'échange dans laquelle il existe plus de deux biens. Prenons le cas avec Walras d'une économie à trois biens. Dans une telle économie, l'équilibre est réalisé non seulement lorsque «deux marchandises quelconques s'échangent l'une l'autre suivant une proportion commune et identique» (Walras, p. 34) mais aussi lorsque «ces deux marchandises s'échangent contre une troisième quelconque suivant deux proportions dont le rapport soit égal à la première» (*ibid.*, p. 34). Il faut que donc, si on nomme c la troisième marchandise, que :

$$P_c, b = (P_c, a) / (P_b, a)$$

Avec P_c, b le prix relatif du bien c en termes de bien b . Si tel n'est pas le cas, les agents économiques ont intérêt à réaliser des opérations d'arbitrage. Mais ces opérations tendent à faire converger les prix vers l'équilibre.

Walras passe alors du cadre de l'économie d'échange pur à l'économie de production. «L'état d'équilibre de la production, contenant implicitement l'état d'équilibre de l'échange, c'est celui, d'abord, où l'offre et la demande effectives des services producteurs sont égales et où il y a prix courant stationnaire, sur le marché des services (producteurs). C'est celui, ensuite, où l'offre et la demande effectives de produits sont égales et où il y a prix courant stationnaire, sur le marché des produits. C'est celui, enfin, où le prix de vente des produits est égal à leur prix de revient en services producteurs. Les deux premières conditions se rapportent à l'équilibre de l'échange; la troisième est relative à l'équilibre de la production» (Walras, 1874, p. 193-194).

Walras a cru démontrer l'existence de l'équilibre général de l'économie en posant un système dans lequel il existe autant d'équations d'équilibre entre l'offre et la demande (sur chaque marché) qu'il n'y a d'inconnues (le prix de chaque bien). Or cela ne suffit pas. On doit à notamment Arrow et Debreu (2001) la démonstration d'existence de l'équilibre général sur la base de propriétés spécifiques des fonctions de demande nettes; cette démonstration repose sur l'utilisation le théorème du point fixe. Nous n'entrerons pas dans les détails de la démonstration. On se contentera d'énoncer les conditions portant sur les fonctions demande nette. Mais si les économistes néoclassiques parviennent à démontrer l'existence de l'équilibre général, ce résultat fondamental est vidé de sa substance si la monnaie ne parvient pas à être intégrée à l'analyse. C'est ce que nous allons voir à la section suivante.

Attention

La loi de Walras est valable même si les marchés ne sont pas en équilibre. Lorsque les marchés sont en déséquilibres, ces déséquilibres se compensent parfaitement de sorte que l'offre globale de biens (en additionnant l'offre sur tous les marchés) est égale à la demande globale de biens.

Pour en savoir plus

- G. Debreu, 2001, *Théorie de la valeur*, Dunod, Paris.
- O. Lange, 1942, «Say's Law: A Restatement and Criticism», in Lange et al., editors, *Studies in Mathematical Economics*.
- A. Segura, 2001, *Macroéconomie*, document de séminaire non publié, université de Toulon-Var.
- L. Walras, 1874, *Éléments d'économie politique pure ou Théorie de la richesse sociale*, Paris, 1926.

POUR S'ENTRAÎNER

Retrouver la loi, la théorie ou le concept auxquelles correspondent les affirmations suivantes :

1. Les crises de surproduction sont impossibles.
2. Les firmes peuvent entrer et sortir du marché librement.
3. Le prix a pour fondement l'utilité et la rareté.
4. L'équilibre d'un marché dépend de la situation qui prévaut sur les autres marchés.
5. La valeur de ce qu'un individu offre est égal à la valeur de ce qu'il demande.

CORRECTION

1. Loi de Walras. 2. Concurrence absolue. 3. Théorie de la valeur. 4. Équilibre général. 5. Contrainte budgétaire respectée.